

L'imaginaire démocratique

En philosophe acérée, « qui se mêle de ce qui ne la regarde pas », elle pense et vit les droits humains.

Interview d'ISABELLE STENGERS

La Déclaration universelle des droits de l'Homme n'est pas tombée du ciel. Ce concept des droits humains est un lent processus ancré dans l'histoire du monde occidental. Quelles sont exactement ses racines ?

J'ai beau être fille d'historien, je n'ai pas un rapport d'historienne aux droits de l'Homme! Les luttes autour de la Révolution française et contre toutes les formes de despotisme prolongent en effet une vieille histoire. La Magna Carta (la grande charte de 1215) luttait déjà contre le despotisme des rois d'Angleterre. Les révolutions française et américaine, les deux grands événements de la fin du XVIII^e siècle, ont créé un imaginaire démocratique. Cet imaginaire est important, parce que c'est une manière de nous présenter positivement. On pose donc des règles qui peuvent ou doivent être respectées par tout Etat, mais qui impliquent aussi un idéal, une imagination que la règle ne dit pas. Un rêve pour une société humaine. Et ce rêve-là m'intéresse parce que c'est le nôtre.

Si je me suis engagée à la Ligue des droits de l'Homme, c'est parce que je me suis rendue compte que ne pas perdre contact avec ce rêve était extrêmement important pour nous, dans nos sociétés. Mine de rien, toute une série de mesures piétinent ce rêve. Et dans le concert des intérêts conflictuels politiques, la Ligue des droits de l'Homme peut rappeler des choses essentielles quant à la dignité des humains bafoués dans leurs droits économiques, culturels et sociaux, notamment. Il y a là, me semble-t-il, points où l'avenir est en suspens. Si ces droits-là ne sont pas objets de lutte pour eux-mêmes (et non pas mis en équilibre avec des impératifs budgétaires), on pourrait avoir un avenir où l'on ricane des droits de l'Homme. Ce rêve -qui a pris corps il y a un peu plus de deux siècles- deviendrait alors une parenthèse du temps où l'on était naïf.

Vous dites « rêve » plutôt que « utopie »...

Utopie a beaucoup de sens, mais je prends rêve dans le sens d'imagination moteur. Une imagination qui permet de dire non. Non, on ne veut pas tourner le dos aux luttes qui nous ont portés. Non, on ne veut pas en ricaner. Lors de la première réunion sur les droits économiques, culturels et sociaux, c'était il y a quatre ans à peu près, j'avais proposé d'inscrire comme droit de l'Homme le droit à penser l'avenir. C'est le droit démocratique par excellence! Le droit pour les citoyens de se penser, non pas comme maîtres de l'avenir, mais comme ne devant pas le subir au nom de fatalités qui transcendent la puissance démocratique.

La définition et la reconnaissance de ces droits économiques, culturels et sociaux en sont encore à leurs balbutiements, n'est-ce pas?

C'est effectivement nouveau pour la Ligue. Elle ne travaille plus directement sur des questions juridiques, comme cela a été la tradition depuis l'affaire Dreyfus. Les protagonistes sont multiples aujourd'hui: on ne peut donc plus simplement être un contrepouvoir par rapport au pouvoir d'Etat. Pour moi, les droits culturels sont véritablement un lieu où il s'agit de penser qui nous sommes, avec l'exigence de ne pas prendre notre histoire comme modèle pour les autres. Je me sens d'ailleurs très à l'aise dans la Ligue belge parce que l'on n'y est pas du tout donneurs de leçons. Effectivement, si les droits deviennent une espèce de mot d'ordre, tel que l'on découvre qu'on est meilleur que les autres, je n'y suis pas! Il est certain que notre histoire nous a donné un rôle tout à fait singulier sur la planète. Mais on n'a pas besoin de redoubler cette histoire de droits. Etre digne du rôle qui nous est dévolu est déjà assez difficile. Mais repenser ce rôle en termes de droits qu'il faudrait faire valoir partout et nous transformer en instituteurs généraux donneurs de leçons sur la planète, je dis «non»! Il faut donc penser à l'épreuve des autres. Et cela peut nous faire du bien. Nous avons besoin des autres et de leur perplexité. Nous acceptons une série de choses comme si elles étaient normales. L'effet qu'elles font sur les autres peut nous permettre de les considérer avec plus d'imagination....

C'est avoir une grande foi en l'homme et en son intelligence.

Si je suis philosophe, c'est parce que je crois que la plus intéressante des inconnues de nos questions est « Que peut l'homme ? ». Les droits humains sont l'une des manières de s'interroger sur ce que peut l'homme. Cette manière-là, que nous nous sommes créée, nous ne devons pas y renoncer. Ce n'est pas pour autant une espèce de mètre étalon auquel mesurer tous les autres! Pour les droits culturels comme chantier, effectivement, on ne pourra véritablement en parler que lorsque tous nos co-auteurs, c'est-à-dire les autres peuples qui ont fabriqué d'autres manières d'être humain, seront des co-auteurs effectifs. Quand ils seront capables de nous apprendre et que nous serons capables d'arriver non pas à une définition universelle, mais à des définitions non contradictoires.

On pourrait appeler cela le «pluriversalisme» des droits de l'Homme?

C'est une bonne idée. Mais c'est une vraie tâche, parce qu'il n'est pas question de se borner à être simplement tolérant. Nous sommes tous en

interaction : chacun doit se modifier en présence des autres - sur un mode qui idéalement devrait lui être propre. Sauf situation pathologique, mais elles sont rares, toute culture a pour visée cette question: « Qu'est ce qu'une vie d'homme digne de ce nom? » A partir de là, les divergences existent, mais nous n'avons pas le monopole de la dignité. Toutes les cultures ont comme priorité la dignité des humains qui sont de cette culture-là. La dignité, cela se construit. Il ne suffit pas de la reconnaître, formellement, il faut aussi la construire pratiquement. Et là, nous avons aussi beaucoup à apprendre. Depuis vingt ans, les jeunes générations ont entendu dire, sur des modes différents, qu'elles étaient trop nombreuses, et peut-être inutiles, qu'elles devraient beaucoup travailler pour avoir simplement une place normale et légitime dans la société. Ce n'est pas une manière de cultiver la dignité des gens. Il s'agit même d'une véritable menace culturelle. L'idée qu'il faille mériter sa place d'être humain dans nos sociétés est absolument redoutable. Les droits humains ne se méritent pas. La Ligue sonne d'ailleurs le tocsin. Car le pouvoir pris par l'emploi dans tout ce qui fait la citoyenneté est véritablement une menace contre les droits de l'Homme. Cette menace s'actualise sur les chômeurs, mais elle peut aussi peser sur les travailleurs et sur les jeunes, les étudiants. Ils ne trouveront peut-être pas de travail, alors que tout dépend de lui dans nos sociétés. Or, ceux qui ont inventé et rêvé les droits humains n'ont pas lutté pour cela.

Quels sont les défis futurs pour les militants des droits humains?

La liste est longue! D'autant que l'on va vers un monde agité. Plutôt qu'énumérer les champs, la question est comment prendre l'habitude de partager effectivement les problèmes et les difficultés avec les citoyens? Et non pas leur donner des mots d'ordre rassurants, du genre « Serrons les dents, cela s'arrangera ». Traverser ce siècle dignement, sans trahir nos rêves. S'adresser à la population et dire: « On va vers un avenir difficile, mais il sera différent selon la manière dont on est capable de l'aborder ». Pour moi, c'est la première priorité. J'ai l'impression que depuis une dizaine d'années, beaucoup de citoyens sont prêts à cela.

Ne manque-t-il pas, in fine, quelque héros des droits de l'Homme?

Je ne crois pas que l'époque soit au héros. Les problèmes sont trop multiples pour la grandeur d'un humain... J'ai toujours pensé que la vitalité de la démocratie, ce sont les groupes de citoyens, qui prennent en main leurs problèmes. Non pas pour décider à la place de tout le monde mais pour que leur perception du problème devienne partie de la manière dont le problème est posé. Il ne faut donc pas considérer ces groupes comme des « compliqueurs de situation » ou des intrus, mais comme ceux dont dépend notre capacité collective à imaginer et à ne pas subir. Ils sont le

sel de la démocratie. Leur existence signale que nous sommes démocratiques.

L'intelligence dont nous avons besoin pour l'avenir, parce que les problèmes vont être de plus en plus compliqués, est une intelligence collective, pas une intelligence étatique centralisée. Etant donné le caractère accidenté de notre avenir, nous avons tous un besoin vital que les gens pensent. Sinon, nous allons au pire.

interview ANNE-FRANÇOISE MOYSON,

"prise de position proposée par Isabelle STENGERS et acceptée par la Ligue des Droits de l'Homme en 2000".